

**DE L'ORDRE DES MOTS AUX MOTS D'ORDRE :
LA NAISSANCE DE LA POLITIQUE
DE LA LANGUE EN FRANCE À L'ÉPOQUE
DE LA GRANDE RÉVOLUTION**

EVGENY BLINOV

Abstract

The present article explores the very origins of the politics of language as an important part of the revolutionary ideology that will later become the significant property of the self-representation of nation-states. The basic notions of this kind of politics could be found in the discourses of eminent revolutionary politicians like Bertrand Barère and Henri Gregoire. The question of unification of a “national idiom” becomes the paramount preoccupation of the government during the period of Jacobin dictatorship when it was considered as a primary source of the spiritual and intellectual cohesion of French people. As such, it was closely tied to vivid discussions about compulsory and free public education, whose aim was to cultivate in children the republican values of “liberty, equality and brotherhood”. In order to scrutinize this process the author turns to Foucauldian theory of norms and panopticism in the disciplinary societies, as well as to Deleuze and Guattari’s concept of the propagation of order-words. In this sense, the author claims, we could speak about the “birth” of the politics of language during the Great Revolution that established the essential political institutions of contemporary European society.

1. 8 pluviôse an II de la République : Invitation au supplice

Le 28 janvier 1794, soit le 8 pluviôse an II de la Révolution, Bertrand Barère, dit autrefois « de Vieuzac », ancien avocat du parlement de Toulouse et membre de l’*Académie de jeux floraux*, désormais l’un des membres principaux du *Comité de Salut Public*, remet à celui-ci son rapport « Sur les idiomes ». Avec sa réputation d’avocat de la Terreur surnommé l’« Anacréon de la guillotine », les accusés ne pouvaient compter que sur une fin rapide, quoique bien

spectaculaire.¹ Le comité proclame Barère, « a bien entendu le complot de l'ignorance et du despotisme », les ennemis de la République réunissent leurs forces aux frontières de l'Hexagone, mais ils tentent d'utiliser leurs anciens moyens du « dommage et de l'erreur » pour corrompre la « bonne campagne »². Quels sont ces vils instruments des anciens aristocrates et des prêtres ? Ce sont des « idiomes étrangers », l'héritage de l'ancienne malédiction de Babel, mis au service des tyrans unis. Peut-on parler de véritable naissance de la politique de la langue dans le même sens que Foucault parle de la naissance de la biopolitique ? On indique déjà sur la carte les places des batailles à venir : il y a du bas Breton à l'Est, l'Allemand à l'Ouest, le Basque au Sud-Ouest et l'Italien en Corse. Mais en plus des légions ennemies qui s'entassent dans les quatre départements limitrophes, il existe bien une cinquième colonne, composée à l'intérieur de l'État des « petites gens » ignorants. Ainsi, pour sécuriser les frontières et réunir la nation il faudra bien établir l'identité de la langue :

Citoyens, c'est ainsi que naquit la Vendée ; son berceau fut l'ignorance des lois, son accroissement fut dans les moyens employés pour empêcher la révolution d'y pénétrer, et alors, les dieux d'ignorance, les prêtres réfractaires, les nobles conspirateurs, les praticiens avides et les administrateurs faibles ou complices ouvrirent une plaie hideuse au sein de la France : écrasons, donc, l'ignorance, établissons des instituteurs de la langue française dans les campagnes !³

Ce n'est pas la première fois que l'unification langagière a été considérée comme un moyen permettant la centralisation de l'État (il suffit de nommer la célèbre ordonnance Villers-Cotterêts),⁴ ni la première tentative d'établir l'instruction publique dans les campagnes (bien que le mot « instituteur » ait été littéralement forgé par la Révolution, comme le fait remarquer Renée Balibar).⁵ Mais c'est

¹ Sur Barère v. une réédition de sa biographie classique : Launay Robert, *Barère l'anacréon de la guillotine*, Paris, Tallandier, 1989 ; Gershoy Leo, *Bertrand Barère: A Reluctant Terrorist*, Princeton, Princeton University Press, 1962 ; Thomas Jean-Pierre, *Bertrand Barère, la voix de la révolution*, Paris, Desjonqueres, 1988.

² De Certeau Michel, Dominique Julia, Revel Jacques, *Une politique de la langue*, Paris, Gallimard, 1975, p. 324.

³ De Certeau, *op. cit.*, p. 326.

⁴ Brunot François, *Histoire de la langue française*, Vol. II, Paris, Armand Colin, 1967, pp. 28–32 ; Peyre Henri, *La Royauté et les langues provinciales*, Paris, Les presses modernes, 1933 ; Bell David Abraham, *The Cult of Nation in France. Inventing Nationalism*, London, Harvard University Press, 2001, pp. 171–173 ; Blanc Agnès, *La langue du roi est le français : Essai sur la construction juridique d'un principe d'unicité de langue de l'Etat royal*, Paris, Hartmann, 2010.

⁵ Balibar Renée, Laporte Dominique Gilbert, *Le Français national : Politique et pratiques de la langue nationale sous la Révolution française*, Paris, Hachette, 1974, p. 122.

la première fois que la langue nationale est présentée comme une sorte de poussée d'Archimède de la construction étatique aussi bien que comme le synonyme de l'identité de la nation.⁶ Pour en donner un contre-exemple : l'Allemand, selon Barère, sert de base à « l'empire du langage et l'intelligence » entre les Prussiens, les Autrichiens et les habitants des départements du Rhin et « incite les ennemis de la France ». En même temps, il est « peu fait pour les gens libres » et ainsi sert avec dévouement le « gouvernement féodal et militaire ». On voit se croiser deux grands axes de l'idéologie révolutionnaire : celui du messianisme des Lumières et celui du nationalisme français. Anéantir les ennemis de la France signifie désormais anéantir les ennemis de la Liberté : « Le fédéralisme et la superstition parlent bas breton ; l'émigration et la haine de la république parlent allemand ; la contre-révolution parle l'italien, et le fanatisme parle le basque. Cassons ces instruments de dommage et de l'erreur »⁷. La ligne de l'accusation est ainsi bien claire : les tyrans avaient besoin « d'isoler les peuples, de séparer les pays, de diviser les intérêts et d'empêcher les communications » au moyen de la diversité langagière. C'est ainsi qu'est née la dichotomie entre la « nation unie » et l'« empire séparé » qui représente l'un des paradoxes les plus aigus de l'universalisme révolutionnaire. Barère suit bien la piste marquée par les tenants de la supériorité du Français ; cette opinion est assez répandue au dix-huitième siècle et partagée généralement sur le continent (il est assez symptomatique que le célèbre ouvrage de Rivarol sur ce sujet ait été couronné par l'Académie Royale de Prusse). En un sens, il pose le fondement pour justifier l'expansion langagière en dehors de la France sous le prétexte de la propagation des valeurs des Lumières. Le titre de notre article fait référence à une célèbre controverse de la « grammaire générale » de l'Âge classique, celle de l'ordre naturel des mots.⁸ Comme le remarque Rivarol, la syntaxe du Français demeure « incorruptible » et lui seul est capable de présenter l'ordre naturel des idées : « ce qui est n'est pas clair, n'est pas français »⁹.

Mais ce que nous intéresse pour l'instant, c'est la manière dont Barère argumente la nécessité de l'identité langagière pour « révolutionner » la France. Ce qui

⁶ Sur le mécanisme de la « production de la langue légitime » v. Bourdieu Pierre, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Éditions points, pp. 67–98.

⁷ De Certeau, *op. cit.*, p. 326.

⁸ Sur la « grammaire générale » v. Foucault Michel, *Les mots et les choses*, Paris, Gallimard, 1966, pp. 137–166.

⁹ Sur Rivarol et l'universalisme du français v. Brunot François, *Histoire de la langue française*, Vol. VIII (I), Paris, Armand Colin, 1967, pp. 848–864 et 889–902. Sur l'« ordre naturel » v. Hagège Claude, *L'Homme de paroles*, Paris, Odile Jacob, pp. 204–249 ; Ricken Ulrich, *Grammaire et philosophie au siècle des Lumières : Controverses sur l'ordre naturel et la clarté du français*, Lille, Presses Universitaires du Septentrion, 1978.

est n'est pas clair et univoque, n'est pas révolutionnaire. On ne trouvera guère de meilleur exemple pour la thèse de Deleuze et Guattari selon laquelle les sociétés disciplinaires sont réglées par les mots d'ordre et le développement de leurs institutions et proprement liées à l'extension de celles-ci.¹⁰ Et c'est exactement pour cette raison que le premier souci de Barère était l'expansion au moyen de la « traduction orale » des décrets révolutionnaires. On voit bien que la réforme législative et économique en dépit du système féodal nécessite des techniques langagières adéquates. C'est la langue nationale « identique » qui sert d'opérateur principal de la transformation d'une société de souveraineté en une société disciplinaire.

L'instauration de ce nouveau dispositif du pouvoir sous-entend en premier lieu un nouveau type de surveillance. Pour Barère, le seul moyen de garantir le fameux « panoptisme » foucauldien est de fournir à chaque citoyen une langue « pour le surveiller il faut le connaître, il faut surtout connaître la langue »¹¹. Ce qui compose également la nouveauté principale de ce document, ce sont aussi les moyens proposés pour la réalisation de son objectif. Il prévoit quatre mesures principales :

1. Envoi d'un instituteur de français dans chaque campagne, y compris dans les régions presque exclusivement non-francophones.
2. Exclusion des prêtres et des membres des « castes privilégiées » du nombre de ses instituteurs.
3. Octroi du droit à l'éducation élémentaire à « tous les jeunes citoyens des deux sexes ». Consolidation du budget et placement de la « popularisation de la langue française » sous le contrôle des clubs et sociétés révolutionnaires dits « patriotiques ».

La propagation du Français sera rendue possible grâce à l'instauration de la nouvelle institution propre à la société disciplinaire, celle de l'école élémentaire, obligatoire et standardisée. Tandis que l'administration royale ne se préoccupait que de la francisation des élites locales en laissant partout des « garnisons du français », selon l'expression employée par Ferdinand Brunot, la normalisation révolutionnaire est conçue dès sa création comme totale et englobante.¹² La Convention Jacobine a pris conscience que la victoire contre les royalistes n'était pas suffisante pour permettre de s'emparer de l'appareil du pouvoir central, et qu'il serait

¹⁰ Cf. Deleuze Gilles, *Pourparlers*, Paris, Éditions de Minuit, 2003, p. 243 ; Cf. Deleuze Gilles, Guattari Félix, *Mille Plateaux*, Paris, Éditions de Minuit, 1980, pp. 96–97.

¹¹ On peut constater que la surveillance langagière de ce genre en tant que condition essentielle de la démocratie est à nouveau mise en jeu dans le discours vis-à-vis de l'émigration croissante en mettant particulièrement l'accent sur la scolarisation obligatoire.

¹² Bell, *op. cit.*, pp. 171–173.

plus judicieux à cet effet de renverser le réseau des rapports sociaux au sein de la campagne. Peut-être que cette bataille n'a pu être gagnée que grâce au perfectionnement du mécanisme de la « machine politique » et dans ce genre *d'upgrade*, c'est bien l'identité de la langue qui joue un rôle crucial. La nouvelle « orthopédie sociale » est un nouveau type de mobilisation.¹³

Est-ce qu'une entreprise de cette sorte avait des chances de réussir à l'époque ? N'oublions pas que nous ne sommes encore qu'au début de l'année 1794, et que l'éducation primaire obligatoire ne sera imposée qu'avec la III^{ème} République, c'est-à-dire presque un siècle plus tard.¹⁴ Notre tâche consiste à montrer dans les grandes lignes comment la politique de la langue était mise en jeu dans le discours politique et philosophique qualifié de « moderne ».

2. Défis méthodologiques : le choix des armes

Nous inscrirons notre orientation méthodologique en invoquant la théorie des sociétés disciplinaires et du panoptisme, aussi bien que l'analyse deleuzienne des dynamiques territoriales et des mots d'ordre. Ce sont principalement les analyses des rapports de pouvoirs effectués par Michel Foucault, Gilles Deleuze et Félix Guattari qui inspirent notre recherche. Nous croyons que c'est leur projet, généralement indiqué comme « poststructuraliste » (que l'on peut également qualifier de « néo-nietzschéen » et même « néo-physicaliste ») qui permet de combler le vide méthodologique qui caractérise jusqu'à présent les recherches sur la politique de langue.

Sur le plan chronologique, cet intérêt vivant, loin d'avoir été épuisé jusqu'à nos jours, a été manifestement indiqué au milieu des années soixante-dix et, donc, il coïncide avec l'essor des recherches poststructuralistes dans le domaine politique. En France, il est principalement associé à la polémique autour de la politique présumée de la « terreur linguistique » de Convention Jacobine et de la célèbre « enquête de Grégoire » qui en donne la justification théorique. Les positions qui ont été prises à ce sujet étaient fort diverses et représentaient tout le spectre des

¹³ L'image des élèves de l'école républicaine comme des « petits soldats » était particulièrement chère aux fonctionnaires de la Troisième République. L'idée des formes « les bataillons scolaires » était la conséquence directe du traumatisme « post-Sedan ». Cf. Ozouf Mona, *L'École, l'Église et la République. 1871-1914*, Paris, Seuil, 1992, pp. 115-116.

¹⁴ Souvent considérées comme un retour aux idéaux de la Révolution, les réformes de Jules Ferry ont été néanmoins effectuées dans un contexte différent : Balibar Etienne, Macherey Pierre, « Présentation » in Balibar, Laporte, *op. cit.*, pp. 20-24 ; Ozouf Mona, *op. cit.*, pp. 21-54 ; v. aussi Chanut Jean-François, *L'école républicaine et les petites patries*, Aubier Montaigne, 1996.

opinions politiques de l'époque. à côté d'une présentation historique neutre, du style de celle de l'école des Annales (Michel De Certeau et ses collaborateurs), l'on trouve les appels de la « kulturkampf » néo-républicaine des protecteurs du Français (Henri Gobard et le mouvement anti-américaniste)¹⁵ aussi bien que le « discours émancipateur » dans toutes ses variations : celui l'école althussérienne (l'analyse de l'« appareil scolaire » comme appareils idéologiques d'État chez Renée Balibar et Dominique Laporte)¹⁶ ou celui des revendications régionalistes (Robert Lanfont et l'occitanisme)¹⁷ et du dévoilement de l'« impérialisme linguistique » naissant (Louis Calvet, surtout dans sa première période)¹⁸. Tout en reconnaissant la fécondité de cette dispute, qui a donné naissance à la linguistique politique française, nous croyons qu'aucune de ces approches ne nous permettra de saisir la portée de la politique de la langue sur l'instauration des pratiques disciplinaires dans toute leur intégralité.

Notre parcours nous conduit à la « rencontre » de la « microphysique du pouvoir » foucauldienne avec la géo-philosophie deleuzoguattarienne et ses analyses moléculaires. Malgré certains passages importants dans *Surveiller et Punir* et la *Volonté de savoir*, Foucault lui-même n'a jamais abordé le sujet d'une manière directe, ce qui nous permet de dire que la méthode d'analyse que l'on a employée n'avait pas encore été appliquée aux sujets sociolinguistiques.¹⁹ Au sens foucauldien, l'école publique, en imposant entre autres les règles de la normativité grammaticale, a acquis dans des sociétés disciplinaires une fonction similaire à celle de la prison et de l'hôpital. Les écoles publiques vont jouer le rôle de normalisateur primordial, la *prison*, l'*hôpital* et l'*armée* n'étant que des mécanismes auxiliaires. L'école et ses manuels de grammaire apparaissent comme la « discipline des disciplines » qui « in-signe » les codes les plus élémentaires. Mais l'originalité des recherches foucauliennes fut toujours noircie pour la « bonne conscience » académique par le caractère scandaleux de ses conclusions : Foucault feint de ne pas avoir remarqué la Grande

¹⁵ Étiemble René, *Parlez-vous français ?*, Paris, Gallimard, 1964 ; Gobard Henri, *L'aliénation linguistique : une analyse tétraglossique*, Paris, Flammarion, 1976 ; Hagège Claude, *Le français et les siècles*, Paris, Odile Jacob, 1987.

¹⁶ Balibar Laporte, *op. cit.*. V. aussi Balibar Renée, *Les Français Fictifs*, Paris, Hachette, 1974 ; Balibar Renée, Laporte Dominique, *L'institution du français*, Paris, P.U.F., 1985.

¹⁷ Lafont Robert, *La revendication occitane*, Paris, Flammarion, 1992 ; *L'état et la langue*, Cabris, Éd. Sulliver, 2008 ; Tautil Gérard, *Robert Lafont et l'occitanisme politique*, Fédérop, 2011. V. aussi Kirsh Peter F., Kremnitz Georg, Schlieben-Lange Brigitte, *Petite histoire sociale de la langue occitane*, Traubaire Editions, 2002.

¹⁸ Calvet Louis-Jean, *Linguistique et colonialisme*, Paris, Payot, 1974, pp. 211–242.

¹⁹ Foucault Michel, *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard 1975 ; Id., *La volonté du savoir*, Paris, Gallimard, 1976.

Révolution.²⁰ Une possibilité séduisante s'ouvre à nous : effectuer une analyse des importants rapports révolutionnaires avec l'aide de cet « historien maudit » pour lequel 1789 n'a jamais eu lieu. à l'opposé de Foucault, Deleuze et Guattari ont rendu hommage sur la recherche croissante de la politique de la langue : les vecteurs divers pour ce genre de recherche ont été indiqués dans *Kafka et littérature mineure*, dans 4^{ème} et 5^{ème} plateaux de *Mille Plateaux* ainsi que dans plusieurs articles qui composent le recueil *Critique et Clinique*.²¹ Néanmoins, ce projet n'a pas été suffisamment étudié jusqu'à présent pour ne rien dire d'un éventuel usage pour enquêtes de terrain. Comme le projet révolutionnaire de l'unification langagière ne restait finalement qu'un « projet suspendu », l'on doit analyser une ébauche du programme politique au moyen de la « méthode suspendue », tâche que seule une science mineure est capable d'accomplir. On va chercher un bon équilibre entre l'analyse des sources dans la manière foucauldienne et l'adaptation de l'approche de l'« histoire générale » de Deleuze et Guattari qui est plus générale que la philosophie d'Hegel et plus particulière que les recherches les plus méticuleuses de l'école des Annales. Cette nouvelle conceptualisation nous permettra de tracer une ligne transversale du discours du pouvoir et des pratiques qui en découlent avec celle de la réflexion théorique.

Comme le dit Deleuze, l'on peut aborder l'analyse des sociétés disciplinaires parce qu'elles représentent « ce que nous cessons d'être »²². Au fur et à mesure qu'on s'éloigne des anciennes formations, l'on constate qu'une nouvelle perspective s'ouvre.²³ Sommes-nous déjà dans les « sociétés du contrôle », y a-t-il encore des chaînes à perdre, reste-t-il encore un monde à gagner ? Pour répondre à cette question, il nous faudra retourner *ab ovo*, c'est-à-dire à l'époque de la Grande Révolution française. Comme le pèlerinage vers cette Terre Sainte du discours politique moderne avec des compagnons de route si redoutables n'augure rien de bon pour nous, consolons-nous au moins d'être resté fidèle à l'ancienne maxime du siècle éclairé : *Sapere aude – Aie le courage de te servir de ton propre entendement !*

²⁰ Dans la préface pour la réédition de son ouvrage classique, écrit en 1982, Mona Ozouf fait une allusion transparente à Foucault en évoquant la « répartition qu'on appelle si justement les disciplines » sans toutefois jamais mentionner son nom (Ozouf Mona, *op. cit.*, pp. 9-10).

²¹ Deleuze Gilles, Guattari Félix, *Kafka : pour une littérature mineure*, Paris, Éditions de Minuit, 1976, surtout pp. 29-50 ; Id., *Mille Plateaux*, Paris, Éditions de Minuit, 1980, pp. 95-184 ; Deleuze Gilles, *Critique et clinique*, Paris, Éditions de Minuit, 1993, pp. 18-33, 71-74, 81-88, 115-125, 135-143.

²² Deleuze Gilles, *Pourparlers*, Paris, Les Éditions de Minuit, 2003, p. 241.

²³ Dans ce sens, la réflexion sur la « souveraineté » à l'époque prérévolutionnaire de Rousseau à Sieyès nous semble assez symptomatique : v. Baker Keith Michael, « Souveraineté », in *Dictionnaire critique de la Révolution Française ; Idées*, Paris, Flammarion, 2007, pp. 483-505.

3. L'Abbé Grégoire et la naissance de la politique de la langue

Le discours de Barère était un réquisitoire passionné contre les ennemis de la République, mais son cercle des accusés s'était limité aux « idiomes étrangers ». L'assemblée générale bolchevique l'aurait certainement accusé de « déviation de droite ». Un ressortissant des Pyrénées, qui avait salué les accents des différentes provinces et protégé la « bonne campagne » de la corruption, était principalement sous une influence rousseauiste : non sans raison l'Académie Toulousaine l'avait admis parmi ses membres pour son *Éloge à Jean-Jacques Rousseau, citoyen de Genève*. Un autre rapport, beaucoup plus célèbre que celui de Barère, fut prononcé quelque cinq mois après. Le rapporteur était le fameux abbé Grégoire, l'une des figures les plus contradictoires de la Grande Révolution.²⁴ Il s'inscrit bien dans la tendance générale de l'intensification des répressions de la Convention Jacobine au cours de l'année 1794 : le rapport d'Henri Grégoire intitulé *Sur la nécessité et les moyens d'anéantir les patois et d'universaliser l'usage de la langue française* fut écouté par le comité de Salut Public le 16 prairial an II (2 juin 1794), soit une semaine avant la déclaration de la Grande Terreur. Pour lui la diversité linguistique est synonyme de l'affaiblissement de la « volonté générale » qui empêche d'effectuer un « amalgame politique » :

On peut assurer sans exagération qu'au moins six millions de Français, surtout dans les campagnes, ignorent la langue nationale ; qu'un nombre égal est à peu près incapable de soutenir une conversation suivie, qu'un dernier résultat, le nombre de ceux qui la parlent n'excède pas trois millions, et probablement le nombre de ceux qui l'écrivent correctement encore moins. Ainsi, avec trente patois différents, nous sommes encore, pour le langage, à la tour de Babel, tandis que, pour la liberté, nous formons l'avant-garde des nations.²⁵

La nouvelle alchimie politique ne cherche plus à trouver « une langue universelle », cette « pierre philosophique » des grammairiens, pour reprendre le mot

²⁴ La littérature récente sur Grégoire est très riche, les titres des certains ouvrages sont assez significatifs : Hourdin Georges, *L'abbé Grégoire, évêque et démocrate*, Paris, Desclée de Brouwer, 1989 ; Hermon-Belot Rita, *L'Abbé Grégoire : la politique et la vérité*, Paris, Seuil, 2000 ; Ezran Maurice, *L'abbé Grégoire, défenseur des juifs et des noirs : Révolution et tolérance*, Paris, L'Hartmann, 2000 ; Popkin Richard (dir.), *The Abbé Grégoire and His World*, Springer, 2000 ; Boulad-Ayoub Josiane, *L'Abbé Grégoire apologiste de la république*. Honoré Champion, 2005 ; Dubray Jean, *La Pensée De L'abbé Grégoire : Despotisme Et Liberté*, Voltaire Foundation, 2008. Pour une image beaucoup moins élogieuse v. la récente monographie américaine : Goldstein Sepinwall Alissa, *L'abbé Grégoire et la Révolution française*, Perséides, 2008. Concernant les controverses concernant son traitement des « minorités », notamment sur les juifs cf. pp. 98-136 ; sur les noirs cf. pp. 138-146, pp. 269-292 ; sur les femmes cf. pp. 148-164.

²⁵ De Certeau, *op. cit.*, p. 334.

ironique de Grégoire. Cet « amalgame politique » vise la transformation organique de la société au niveau moléculaire, en éliminant tous les « éléments » allogènes. Les « patois », en tant que cible d'attaque, marquent la transition de la guerre contre les ennemis extérieurs à la chasse aux sorcières jacobine : le temps d'épurer les rangs est arrivé. Il faut bien souligner qu'« extirper les patois » en tant que mot d'ordre révolutionnaire ne valait que du 2 juin jusqu'au 27 juillet 1794 ou qu'au moment de la chute de Robespierre.²⁶ Néanmoins, même avec la machine paranoïaque jacobine travaillant à plein régime, les propos de Grégoire n'ont pas été retenus et ainsi ils demeurent comme l'une des utopies de la centralisation radicale.²⁷ Pourtant, la possibilité même de questionnement de cette sorte sert déjà d'indice de la naissance de la politique de la langue au sens propre. Ferdinand Brunot, dans sa monumentale *Histoire de la langue française* la relie explicitement aux activités de Grégoire : « Il est un de ceux auxquels on doit ce qui n'a jamais plus été perdu complètement de vue : une politique de la langue »²⁸. Le radicalisme du rapport de Grégoire semble contredire sa mission initiale : faire des recherches sur les parlers locaux afin de s'en servir mieux pour la propagation des idées révolutionnaires. Bien que dans le renversement des rôles carnavalesques, si courant à cette époque de bouleversements, un avocat nominal puisse vite se changer en accusateur et le procureur en accusé. Élu en 1789, député du clergé aux États Généraux, il est devenu l'une des figures principales du Comité de l'Instruction Publique. Le projet essentiel de ce Comité consistait en la traduction de *La Déclaration Universelle des droits de l'homme* en plusieurs idiomes locaux. Grégoire, intéressé par cette question en raison de charge cléricale (il était curé d'Embermenil en Lorraine, à côté des nombreux Protestants germanophones), avait préparé une enquête visant les divers aspects du fonctionnement des « patois » dans la vie publique. L'idée même que les dialectes locaux étaient source de préjugés était déjà bien articulée à l'époque, ainsi l'article « Patois » dans l'*Encyclopédie* précise que le patois est un « langage corrompu tel qu'il se parle presque dans toutes les provinces... On ne parle la langue que dans la capitale »²⁹.

Cette qualification péjorative par rapport aux « patois » correspond bien à la tendance générale de « dégasconner la langue », menée depuis un siècle par l'Académie française. Par exemple, la production typique de l'imprimerie toulousaine

²⁶ Cf. Deleuze Gilles, Guattari Félix, *Mille Plateaux*, *op. cit.*, pp. 105–106.

²⁷ La question de savoir à quel point les projets jacobins servent d'exemple pour les réformes de la Troisième République reste très discutée. Renée Balibar appuie cette hypothèse par l'idée d'un « idéalisme jacobin » propre aux universitaires de l'époque. Cf. Balibar, Laporte, *op. cit.*, pp. 81–92.

²⁸ Brunot François, *Histoire de la langue française*, Vol. IX (I), Paris, Armand Colin, 1927, p. 13.

²⁹ De Certeau, *op. cit.*, p. 49.

à l'époque – *Les Gasconismes corrigées* de Desgrouais.³⁰ Néanmoins, cette « dégasconisation » ne concernait que l'administration et certains collègues élitistes, dans la communication avec le reste de la population régnait, selon l'expression de Michel de Certeau, un certain « fatalisme » linguistique. De plus, les prêtres catholiques, dans le cadre de la campagne antiprotestante, étaient souvent encouragés à exercer leurs offices en « patois » locaux. L'idéologie des Lumières largement répandue dans le clergé l'obligeait à s'interroger sur le rôle du patois dans ses relations avec la paroisse. La question était de savoir si les idiomes locaux étaient un moyen propice à formuler des idées nouvelles et si le « perfectionnement » de la langue, dont parlait Grégoire, était possible à l'intérieur des patois ou si, comme il le soulignait dans son rapport, la propagation « universelle » du Français était nécessaire.

La célèbre enquête de Grégoire fut envoyée le 13 août 1790 dans les différents départements à destination des amis personnels de Grégoire, ses collègues de l'Assemblée constituante aussi bien que des nombreuses Sociétés des Amis de la Constitution. En outre, elle fut publiée dans le *Patriote Français*, grande revue de l'époque, et reprise par le *Nouvelliste national*, journal politique toulousain qui couvrait une grande partie du Sud-Ouest. Au total, il s'agit de 43 questions qui tentent de construire une nomenclature la plus complexe possible. L'enquête commence par des questions purement linguistiques :

1. L'usage de la langue française, est-il obligatoire, universel dans votre contrée ? Y parle-t-on un ou plusieurs patois ?
2. Ce patois a-t-il une origine ancienne et connue ?
3. A-t-il beaucoup de termes radicaux, beaucoup de termes composés ?³¹

Après s'être renseigné sur les dérivés des langues anciennes et sur les divergences avec l'« idiome national », il passe graduellement au champ d'usage des « patois » dans la vie publique, la littérature, l'église aussi bien que les « métiers » et l'« agriculture ». La tâche de l'enquête est formulée sans équivoque dans les questions vingt-huit et vingt-neuf : *quelle serait l'importance religieuse et politique de détruire entièrement ce patois ? Quels en seront les moyens ?*

Entre 1790 et 1792, Grégoire a reçu 49 réponses (dont 36 ne nous sont pas parvenues).³² Comme l'ont remarqué plusieurs commentateurs, la manière arrogante dont Grégoire avait traité les patois causa une grande perplexité parmi ces correspondants. Ils ont souvent essayé de discuter avec notre « curé patriotique » en tentant de lui démontrer que les « patois », comme le gascon, conve-

³⁰ *Ibid.*, p. 377.

³¹ De Certeau, *op. cit.*, p. 13.

³² Gazier Augustin (dir.), *Lettres à Grégoire sur les patois de France, 1790-1794*, Genève, Slatkin, 1969. Les autres réponses conservées se trouvent dans les archives : v. De Certeau, *op. cit.*, p. 359.

naient parfaitement pour « exprimer les nuances et les objets intellectuels » sans parler des « locutions très énergiques » pouvant certainement enrichir « l’idiome national ». Et surtout ils ne comprenaient pas le but principal de l’enquête – la « destruction entière du patois ». Ainsi, le mot d’ordre de Grégoire dans son rapport postérieur réside dans la dissonance aiguë avec le corpus des données qu’il possédait :

Je voudrais que toutes les municipalités admissent dans leurs discussions l’usage exclusif de la langue nationale ; je voudrais de la langue nationale ; je voudrais qu’une police sage fit rectifier cette foule d’enseignes qui outragent la grammaire et fournissent aux étrangers l’occasion d’aiguiser l’épigramme ; je voudrais qu’un plan systématique répudiât les dénominations absurdes des places, rues, quais et autres lieux publics... Encourageons tout ce qui peut être avantageux à la patrie ; que dès ce moment l’idiome de la liberté soit à l’ordre du jour, et que le zèle des citoyens proscrive à jamais les jargons, qui sont les derniers vestiges de la féodalité détruite.³³

Qualifier de « jargons » les « idiomes locaux » atteste qu’on les juge inappropriés pour traduire les « idées de liberté ». Dorénavant, la traduction est la haute trahison de la révolution. On voit déjà à quel point la centralisation contredit les aspirations des provinces et l’on pressent le Thermidor à venir. Ainsi, Grégoire renouvelle le geste d’Amro-Ben-Alas qui, ordonnant à ses lieutenants de brûler la bibliothèque d’Alexandrie, estimait que si les livres contiennent des vérités, elles figurent déjà dans le Coran, et s’il s’agit de mensonges ils méritent d’être brûlés. Si l’on peut traduire exactement en « patois » le *Catéchisme révolutionnaire*, cela n’ajoute rien de nouveau et est donc inutile, si l’on en est incapable, donc, les patois sont corrompus et dangereux. Telle est la nouvelle « économie politique » de la langue.

Il y a une rupture épistémologique profonde entre les vœux de Grégoire et les attestations de ses correspondants d’autrefois, et c’est exactement cela qui rend son rapport si important sur le plan théorique. à travers la politique de la langue, il impose la nouvelle logique des sociétés disciplinaires. Il n’est pas étonnant que la plupart de répondants aient été incapables de comprendre la question ainsi posée, et les recherches des dernières décennies démontrent que Grégoire, dans son zèle d’unification langagière, était très en avance sur son temps. David Bell, dans sa recherche méticuleuse sur la genèse du nationalisme français, le formule avec une impassibilité pleine de bon sens à l’anglaise : « ... *surely the French new if they understand each other* »³⁴. Sans doute, la plupart des paysans aveyronnais ou dordognais

³³ De Certeau, *op. cit.*, p. 346.

³⁴ Bell, *op. cit.*, p. 179.

possédaient certainement un minimum fonctionnel de connaissance de la langue française pour leurs tâches quotidiennes (les curés et les « amis de la Constitution » en province, avaient également des connaissances en patois).³⁵ Cependant ce français, « à peine balbutié », était largement insuffisant pour les tâches de transformation de la société selon les aspirations de Grégoire. Son projet était une entreprise énorme de normalisation, la tentative de construire une « nomenclature uniforme » sur la base d'un coup de génie révolutionnaire. L'unification langagière visait des transformations profondes de la société parmi lesquelles :

1. *La réforme administrative* (les patois sont enfermés dans les anciennes divisions féodales).
2. *La nouvelle mobilité* (la suppression douanière entre les provinces, sous l'Ancien régime, les travaux publics pour construire des routes).
3. *L'échange libre et transparent* (uniformisation de la nomenclature des poids et des mesures, imposition du système métrique).
4. *La coopération du travail, l'avènement de l'ère industrielle* – (« uniformisation de l'idiome technique » comme dans l'agriculture féodale chaque opération a été dénommée en patois. Seule une « nomenclature unitaire » sera possible la production industrielle et la migration de la force de travail).³⁶

Dans son rapport sur les patois, Grégoire avait déjà ébauché un programme de développement capitaliste. Tandis que l'Ancien Régime ne se préoccupait que de rendre ses sujets dociles, les adhérents les plus clairvoyants de la Révolution pensaient déjà à la manière de les rendre utiles. Bien que l'accent mis sur l'aspect linguistique du programme soit précoce et jugé trop radical, ce même par la Convention Jacobine, nous pouvons toutefois l'indiquer comme point de repère. La terreur linguistique n'a jamais eu lieu. Néanmoins, plusieurs processus effectués à l'époque ont beaucoup stimulé l'unification de la langue nationale : il s'agit de la

³⁵ Afin d'expliquer des nombreux malentendus engendrés par le rapport de Grégoire, Bell recourt à la théorie du complot en mentionnant des partisans régionalistes aussi bien que des adhérents de la centralisation républicaine. Les premiers dénonçaient la « colonisation intérieure » du Français, les seconds justifiaient la politique du monolinguisme officiel en tant que pivot d'un modèle républicain. Cf. Bell, *op. cit.*, pp. 178–180 ; V. aussi Schlieben-Lange Brigitte, *Idéologie, révolution et uniformité de la langue*, Madraga, 1996 ; Guilhaumou Jacques, *La langue politique et la Révolution Française*, Paris, Meridens Klincksieck, 1989.

³⁶ Ainsi les théoriciens marxistes se demandaient si les pratiques linguistiques intervenaient au niveau de la superstructure ou celui de la base, c'est-à-dire des rapports de production. Pierre Macherey et Etienne Balibar insistent sur leur fonction double en tant que moyen de l'idéologie bourgeoise et en tant que prémisses primordiales de la production capitaliste : « Au niveau de la base par ce que la "socialisation progressive" de la production, dont les conditions matérielles résultent de la concentration et de la mécanisation des moyens de production, et de la division du travail correspondante, fait de la "communication" entre les travailleurs, et les représentants du capital, "organisateur" de la production, une condition permanente du déroulement du procès de travail » (Macherey, Balibar, *op. cit.*, p. 13).

sécularisation croissante de l'éducation, la chute des barrières administratives et, sans doute, la mobilisation sans précédent dans l'armée révolutionnaire.³⁷

Conclusion

Afin d'ébaucher la ligne générale pour de recherches à venir, il faut bien souligner que l'entreprise de Grégoire ne se limitait pas au rôle de machine de guerre jacobine. à la suite de Foucault, nous voudrions remettre en question l'« hypothèse répressive » dans le domaine de la politique de la langue et montrer le caractère essentiellement « productif » du pouvoir. Le corpus de Grégoire a visé la description complexe des patois dans leur portée politique et sociale et a dépassé largement le projet de la « grammaire générale » de l'Âge Classique. Foucault a remarqué que les pratiquants de la *scientia sexualis* du dix-neuvième siècle avaient « entomologisé » les perversions et en avaient fait des « espèces ».³⁸ Grégoire à son tour « taxidermise » les patois en les plaçant dans son musée des anciens préjugés, mais chacun opère dans sa cellule propre. Dans son « enquête », les patois transgressent le seuil de la description et deviennent objet de savoir. Des études comparées avec leur mythologie romantique ne tarderont pas à apparaître.

En même temps, en tant qu'ancien fonctionnaire ecclésiastique, il Grégoire était capable de palper la matière souple, que Deleuze et Guattari appellent le « tissu moléculaire » des rapports de pouvoir dans le domaine langagier. Il se rendait compte qu'il ne s'agissait pas simplement d'imposer la langue nationale depuis les centres administratifs, mais plutôt de gérer le réseau entier des « micropouvoirs », anciennement contrôlé par l'Église catholique ad *majorem gloriam rei*. On peut dire qu'on trouve déjà dans son rapport une idée de la micropolitique de la langue, ce qui fait de la « clergie révolutionnaire » un médiateur essentiel dans le triomphe de la sécularisation et nous permet de greffer la politique de la langue sur les études du nationalisme. L'« État-nation » dépasse un ancien dualisme du pouvoir mondain et ecclésiastique en privant ce dernier du droit de jugement en dernier ressort les questions de morale. Le processus de la création de « religion civile » invoqué par Rousseau, est ainsi éteint dans son aboutissement. Désormais, ce sont les intérêts de la « Patrie » qui servent de critères de ce qui est bon ou mauvais. La nation devient la religion moderne

³⁷ Cf. « *En général, dans nos bataillons on parle français, et cette masse de républicains qui en aura contracté l'usage le répandra dans ses foyers* » (De Certeau, *op. cit.*, p. 343). Sur l'armée et l'uniformité de la langue v. aussi Balibar Laporte, *op. cit.*, pp. 114–118.

³⁸ Foucault Michel, *La volonté du savoir*, Paris, Gallimard, 1976, pp. 69–98.

et qui, à l'exception d'un abbé, pourrait le souligner plus explicitement ? *Cujus regio, ejus religio* : le peuple souverain proclame la « Patrie » comme la divinité supérieure. Soyez fidèles à la Terre : Mère-Patrie chantera en sa langue la dernière berceuse à ses enfants tombés sur le champ d'honneur. On nous dit que les techniques disciplinaires produisent une « âme moderne ». Sans doute, est-on en train de forger l'« âme française », l'« âme allemande » ou l'« âme russe » qui exercent leurs pouvoirs sur le corps politique du langage. L'âme, comme prison du corps, et la nation comme prison de la langue...